

# Démagogie politique dans le Territoire de Lubero : entre falacieuxisme politique et falsificationnisme électoral

MUHINDO KULU Bienfait\*

KATEMBO KASUNGU Jean-Baptiste\*\*

## Résumé

La présente réflexion analyse la manière dont la démagogie, l'oligarchie et la prédation se sont progressivement imposés dans la démocratie congolaise depuis l'organisation des premiers scrutins de la Troisième République dans le Lubero en particulier. Pendant les campagnes électorales, les candidats à tous les niveaux promettent des choses qu'ils ne réalisent jamais après avoir remporté les élections. L'analyse des discours de campagne et des rapports d'activité montre que la rhétorique du développement – routes, écoles, sécurités, forages – ne se traduisent pas en actions concrètes. Cela crée une perte de confiance entre les dirigeants et la population.

*Mots-clés : Démagogie politique, Falacieuxisme politique, Falsificationnisme électoral.*

## Abstract

This reflection analyzes how demagoguery, oligarchy, and predation have gradually become established in congolese democracy since the organization of the first elections of the Third Republic, particularly in Lubero territory. During electoral campaigns, candidates at all levels make promises that they never fulfill after winning the elections. The analysis of campaign speeches and activity reports shows that the rhetoric of development – such as jobs, roads, schools, security, and water drilling – does not translate into concrete action. This creates a gap of trust between leaders and the population.

*Keywords : Political demagoguery, political fallaciousness, electoral falsificationism,.*

---

\* *Chef de travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique – ISP – de Kichanga, Diplômé d'Études approfondies en sciences politiques et administratives et doctorant à l'Université de Kinshasa, E-mail : bmuhindo15@gmail.com, Téléphone : +243 976 520 004.*

\*\* *Assistant à l'Université de Goma, Diplômé d'Études Approfondies en Sciences politiques et Administratives à l'Université Pédagogique Nationale – UPN –, Doctorant à l'Université de Kinshasa, E-mail : jeanbaptistekatembo2017@gmail.com, Téléphone : +243 97 96 29 950.*

## I. Introduction

Soixante-six ans après l'indépendance du Congo-Kinshasa, le pays reste bloqué à cause d'une oligarchie qui ne poursuit que ses propres intérêts, tandis que la population croupit dans la misère et l'insécurité. Les habitants de Lubero, comme beaucoup d'autres congolais, attendent toujours l'amélioration de leurs conditions de vie qui n'arrive toujours pas. Les richesses du pays sont accaparées par un petit groupe d'élites (oligarques) – présidence, ministres, gouverneurs de la Banque centrale et des provinces, députés, sénateurs, directeurs, magistrats... – qui constituent des « grandes références africaines prédatrices des richesses de la nation<sup>1</sup>». Selon Nzongola-Ntalaja « *le principal lien existant entre la colonisation, le régime de Mobutu, Kabila père et les deux mandats de Kabila fils [...], y compris celui de Felix Tshisekedi, réside dans le fait qu'ils forment tous des régimes prédateurs dans lesquels l'immense richesse du pays est monopolisée par les dirigeants et leurs alliés externes au lieu d'être utilisée pour répondre aux besoins fondamentaux du peuple congolais<sup>2</sup>*».

Pourtant, comme l'indique Confucius, « la prospérité ou la décadence d'un État est fonction de la bonne ou mauvaise qualité des dirigeants<sup>3</sup>». Ceux-ci devraient incarner la morale dans leur pratique quotidienne.

De fait, il s'observerait une différence entre les promesses des candidats pendant la campagne électorale et la gouvernance politique en RDC. Pour preuve, lors des élections présidentielles et législatives de 2023, l'ex-gouverneur du Nord-Kivu, élu de Lubero avait déclaré dans un meeting populaire à Kitsombo en promettant, dans la langue du milieu, la paix en contre partie de la victoire de Félix Tshisekedi pour son second mandat<sup>4</sup>. Ainsi, pour se donner une base démocratique durable dans un État ou

<sup>1</sup> Jean Onaotsho Kawende, « Dérives et défis politiques congolais. Regard rétrospectif pour la renaissance de la RDC », in *Perspectives politiques : développement et renaissance de la RDC*, (dir.) Léonard Santedi Kinkupa, Daniel Ngoy Boliya et Kodjo Ndukuma, Harmattan, Paris, p.79.

<sup>2</sup> Nzongola-Ntalaja, DRC's Potentiel : Lighting the Continent from Cape to Cairo, dans *Pambazuka*, 21 juillet 2006, <http://pambazuka.org/en/category/deatures/35486>, p.2.

<sup>3</sup> Cité par Emile Bongeli et al (2020), *Sociologie politique. Perspectives africaines*, Harmattan, Paris, p.38.

<sup>4</sup> « ... Ulebe omokolo téré, esaha ngahikayo niri nitya okotable, kandi niri wakwanza omo ba politiciens bomo Nord-Kivu, inje nihanganire echitunga echikahulawamo regroupement politique, echika aligné abakandida. Nibw'ambu esaha ndukendiyoko twabibugha omwanzi ono tukaya eyiri président na bandi tukabua omwanzi ono inje sinendi shalaba omo masakwa wowundi mundu tukaya négocié inje iyehe. Ngasha ihikirayo, omu président hano nanjé halya. Inje nili mu président national kwanza we chama, kandi omu président ow'e regroupement politique eyiri oko ma elections wa lino. Nerio abandi nabo baneyo

rien n'assure le bien commun et où les acteurs politiques se détournent de la quête du bien-être collectif, ceux-ci se présentent comme de généreux bienfaiteurs qui promettent, à la place du gouvernement, d'instaurer la sécurité, de construire des routes, des ponts, des hôpitaux, des écoles...

De ce qui précède, l'étude veut savoir pourquoi les scrutins n'améliorent pas la vie quotidienne des congolais ? Quelles sont les raisons du décalage entre les discours de campagne et la gestion politique réelle en RDC ? Quelle est la perception des habitants de Lubero concernant la gouvernance politique du Nord-Kivu ? Les scrutins n'améliorent pas le quotidien parce que la RDC est dotée d'institutions extractives. Le décalage entre les promesses de campagne et la gouvernance au Nord-Kivu s'explique par le mensonge et la prédation. À Lubero, les habitants pensent que les élections n'ont aucun impact sur le développement de la province.

L'analyse cherche à monter comment l'organisation des élections influence la conduite de l'État congolais. Elle veut clarifier pourquoi les promesses de campagne diffèrent de la réalité politique dans le Nord-Kivu et mettre en lumière ce que les habitants de Lubero pensent de la gouvernance de la province.

À part l'introduction et la conclusion, la présente réflexion s'articule autour des trois points : elle rappelle d'abord, dans une perspective diachronique, les quatre cycles électoraux déjà organisés dans la troisième République en RDC et le discours des candidats députés dans le Lubero ; elle présente ensuite, les mécanismes des faux-fuyants

---

*sinendi bugha kubo kosana, bakasirira omo mulala wabandi bandu asahabaka soher'échihuo, mais Julien Paluku Kahongya iye siendi shasoherwa no'undi mundu iyehe O'mu président akendi shikala hano naye halya esaha tukendibya tukasoher'hekihuhu neryo inabulya omu président niti monsieur le président, on fait comment ... » Sa traduction française signifie : ... regarder moi doyen du terrain, lorsque j'y arrive je m'assis sur une même table (faisant référence à un entretien avec le président de la république), mais aussi je suis le premier parmi tous les politiciens du Nord-Kivu à avoir c'est qu'on appelle regroupement politique, c'est-à-dire un regroupement qui sert à aligner les candidats. Lorsque nous terminons cette étape du processus électoral, nous allons là où il y a le président de la République avec les autres en camps de négociation sur la paix et autres choses, moi Julien Paluku je ne passerais pas dans les aisselles de qui que ce soit. J'y arriverais moi-même, le président se mettra ici et moi là-bas sur une même table. Je suis d'abord le président national d'un parti politique mais également président du regroupement politique à ces actuelles élections (2023). Les autres sont aussi là mais je ne vais pas trop parler à eux, ceux-ci passent dans les tourbillons des autres, lors que nous prenons les grandes décisions par rapport à l'évolution du pays, et là ils vont encore nous demander qu'est-ce que monsieur le président a dit par rapport à ça, moi je refuse cela, je demanderais au président monsieur le président on fait comment (...).*

utilisés par les candidats députés ; enfin, elle se clôture par le "falacieuxisme" politique et "falsificationnisme" électoral dans la zone en étude.

## II. Méthodologie

Pour rendre clair cette réflexion, des stratégies et outils ont été sélectionnés afin d'orienter l'étude et atteindre les objectifs concrets. La méthode systémique selon le modèle cybernétique de David Easton a été décisive. L'analyse comprend le système dans ses interactions avec son environnement. En effet, cette analyse utilise quatre aspects importants pour interpréter le fonctionnement de la société (input, boîte noire, output, feedback). Les inputs (soutiens dans la campagne et revendications) de la population de cultiver les champs dans le domaine (Parc Nationale de Virunga) de Kanyabayonga, Ndwali, Bushikwa, Chasenda, Kinyamuyaya, Kamandi port, ... plaident en faveur des jeunes auprès du gouvernement pour la création de l'emploi, de sécuriser les pêcheurs dans le Lac Édouard... Ces demandes sont converties dans la boîte noire à décision. Malheureusement cela sort par « *l'inaction de l'État congolais* », c'est-à-dire la décision contraire aux attentes de la population comme output. Ce qui engendre des mécontentements, des déceptions de la part des populations comme feedback. Et par voie de conséquence, certaines personnes adhèrent aux groupes armés, d'autres deviennent artisanaux dans les carrières minières, et d'autres encore deviennent des délinquants-kidnappeurs (coupeur des routes).

S'agissant des techniques, la réflexion a combiné l'observation désengagée, la technique documentaire et l'analyse de contenu des discours. L'observation se faisait discrètement pour ne pas influencer le comportement des candidats députés et électeurs de Lubero. Le chercheur enregistrait tout en prenant note détaillée sur les discours, interactions (candidats – électeurs) pendant les campagnes électorales dans différents meetings à Kanyabayonga, Kirumba, Luofu, Kayna, Kitsombiro... et observer le niveau d'exécution des promesses faites après être élu. L'enquêteur n'a effectué que le terrain pendant les campagnes électorales et du 10 au 30 octobre 2025 à Kanyabayonga, Kirumba, Kayna, Luofu... et n'était pas intégré à la situation qu'il tentait d'analyser dans ce coin du Nord-Kivu. La technique documentaire, quant à elle, a rassemblé divers ouvrages en rapport avec la thématique électorale déjà organisée en RDC spécialement à Lubero, notamment les rapports de la société civile, de l'ONU... Différents discours,

vidéos, images diffusés pendant les campagnes électorales de 2006-2023 dans le Lubero ont été analysés en profondeur en vue de comprendre les contextes des données en étude.

### III. Cycles électoraux et discours des Candidats Députés

Depuis l'organisation des premières élections de 2006, les élus du Nord-Kivu ont fait de la rhétorique du « développement » leur atout principal. À chaque échéance, ils brandissent des promesses qui, une fois le vote terminé<sup>5</sup>, s'évanouissent souvent et restent bloquées, que ce soit à Kinshasa ou à Goma, capitale provinciale.

En effet, 2006 le Congo sortait de la polémologie qui a laissé Lubero déchiqueté. Les candidats, tantôt anciens miliciens, tantôt membres de la société civile, ont promis « *paix, reconstruction, routes* »<sup>6</sup>. Leurs démagogies, largement relayés par les radios locales, ont suscité véritable espoir : les électeurs attendaient des écoles, hôpitaux, routes, eau potable dans l'ensemble tandis que les groupes des jeunes recevaient la promesse « *d'emplois* » de la part des candidats de la coalition au pouvoir réuni dans la majorité et de l'opposition. Bref, la majorité des candidats se sont penchés sur les « *cinq chantiers de Joseph Kabila, programme de 2006-2011* » qui prévoyait la construction des infrastructures, emploi, logement, eau et électricité, santé et éducation. Certes, après le vote, les députés élus se sont rapidement éclipsés du terrain, laissant les projets et les promesses d'emploi en suspens. Le manque de suivi a été expliqué par des priorités nationales, mais au niveau local, la parole a été perçue comme un simple ticket d'entrée au parlement<sup>7</sup>.

Or, comme indique le premier accord toltèque : « *que votre parole soit impeccable, car elle est très puissante. Elle n'est pas seulement un son ou un symbole écrit. [...] C'est une force, un instrument magique. Mais comme une lame à double tranchant, votre parole peut créer les rêves les plus beaux ou tout détruire autour de vous.*

---

<sup>5</sup> Cf. *Rapport d'analyse de la CENI des promesses électorales 2006-2021*, Province du Nord-Kivu, 2022.

<sup>6</sup> Radio Okapi, « Elections 2006 : les promesses de paix et de reconstruction », 2006, Disponible sur <https://www.radiookapi.net>.

<sup>7</sup> Human Rights Watch, "*Empty Promises : The Gap Between Rhetoric and Reality in Congolese Parliamentary Oversight*", 2023.

*L'un de ses tranchants est son mauvais usage, qui peut concrétiser l'enfer ; l'autre est son usage impeccable qui crée la beauté, l'amour et le paradis sur terre »<sup>8</sup>*

En 2011, le même schéma s'est reproduit, mais avec une tension vive. Le chef de l'État Joseph Kabila réélu pour son deuxième et dernier mandat était entouré d'un climat de méfiance généralisé par rapport à 2006. Les élus du Nord-Kivu, pour la plupart membres du parti au pouvoir, ont repris le discours de continuité et de stabilité<sup>9</sup>. Les élus de la majorité ont réitéré « *la réunification du pays par Joseph Kabila, répété le cinq chantiers* ». Leurs prises de parole à l'hémicycle se sont limitées à glorifier les réalisations gouvernementales, tandis que les organisations de la société civile dénonçaient des irrégularités manifestes lors du dépouillement<sup>10</sup>. Sur le terrain, les engagements de désenclavement des routes de Lubero se sont mués en discours sécuritaires, tandis que le peuple reste avec des pistes boueuses et des écoles délabrées<sup>11</sup>.

Le vote de 2018 a amené Felix Tshisekedi au pouvoir, suscitant un souffle de Changement. Les députés d'opposition, lus visiblement, ont brandi le slogan du changement par « *le peuple d'abord* » et annoncé des projets d'eau, d'électrification et de centres de santé à Lubero<sup>12</sup>. Mais la transition a été entachée de contestations : plusieurs bureaux de vote ont été fermés à Masisi, Rutshuru, le secteur de Bapere dans le Nord-Ouest de Lubero et le groupement d'Ikobo dans le Walikale à cause de l'insécurité<sup>13</sup>. Les représentants, tiraillés entre l'obligation de soutenir le nouveau pouvoir et la dureté du terrain, ont souvent choisi le mutisme. Leurs interventions se sont limitées à des appels à la paix et à la réconciliation, pendant que le peuple attendait toujours les forages promis (puits)<sup>14</sup>. Ainsi, Pierre de Quirini décrit la contrevérité comme un virus (SIDA) qui menace la démocratie et peut entraîner sa perte en épinglant : « *le mensonge, la corruption, les abus du pouvoir, le tribalisme, etc. Pour lui, il faut pour notre pays une*

<sup>8</sup> Don Miguel Ruiz, *Les quatre accords Toltèques*, la voie de la liberté, Traduit de l'américain par Olivier Clerc avec une préface de Maud Séjournant, Grashadams Productions, Juillet 2004, pp.14-15

<sup>9</sup> Observatoire de Société Civile du Nord-Kivu, *Transparence budgétaire et contrôle citoyen : état des lieux*, 2024.

<sup>10</sup> International Crisis Group, "Congo's North-Kivu : The Politics of Insecurity", Briefing n° 278, 2020.

<sup>11</sup> Voir le Rapport de la Mission d'Organisation des Nations Unies en RDC sur la gouvernance locale et les dynamiques de pouvoir dans le Territoire de Lubero, 2023.

<sup>12</sup> Kabasele, M., Clientélisme et élections en RDC : le cas du Nord-Kivu, in *Journal of African Political Studies*, vol. 38, n° 2, 2021, pp.154-162

<sup>13</sup> CENI, *Rapport de suivi des élections 2018 – Nord-Kivu*, 2019.

<sup>14</sup> Radio Okapi, « Lubero : les promesses d'eau et d'électricité restent lettre morte », 2020.

nouvelle génération de dirigeants. Des gens qui n'ont pas été contaminés par ce virus sociétal<sup>15</sup>».

Aristote soutient que *chaque État a ses mœurs qui lui sont propres et d'où dépendent sa conservation et même son établissement. Ce sont les mœurs démocratiques qui font la démocratie et celles oligarques qui font l'oligarchie. Plus les mœurs sont bonnes, plus l'est aussi le gouvernement<sup>16</sup>, seul le gouvernement républicain a besoin de toute la puissance de l'éducation [...], car la vertu politique est un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose très pénible. On peut définir cette vertu comme l'amour des lois et de la patrie [...]. Cet amour est singulièrement affecté aux démocraties<sup>17</sup>.*

Malgré les promesses électorales non tenues de ramener la paix<sup>18</sup>, le scrutin de 2023 – 2024 a été éclipsé par la turbulence sécuritaire de l'État de siège, où la sécurité sert de levier de contrôle. Les élus ont largement ignoré la suspension des votes ; leurs rares prises de parole à l'hémicycle se sont cantonnées à des déclarations générales sur la stabilité nationale, sans évoquer ses répercussions sur la représentation locale<sup>19</sup>. Ce mutisme a été perçu comme un accord tacite à la suspension du processus démocratique<sup>20</sup>.

Dans le Nord-Kivu, chaque scrutin devient un moment où les candidats brandissent la parole pour mobiliser, mais sans réel suivi. Les promesses de développement se muent en discours vides, creusant la méfiance et la division entre communautés<sup>21</sup>, tandis que les racines de la guerre, le tribalisme, l'ethnicisme, la pauvreté et d'autres fléaux sociaux restent ignorées par la politique nationale.

---

<sup>15</sup> Pierre de Quirini, *Expliquez-moi la démocratie, vivre aujourd'hui*, éd. Epiphanie, Kinshasa, s.d., p.5.

<sup>16</sup> Cité par Muhindo Kulu, *Violences électorales et contestations des résultats en RDC. Cas des élections législatives à Goma*, Mémoire de DEA en SPA, inédit, FSSAP, UPN, Kinshasa, 2024, pp.103-104.

<sup>17</sup> Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Garnier-Flammarion, 1979, livre IV/V, p.160.

<sup>18</sup> Rapport Afrique de Crisis Group N° 175, *Congo : Le dilemme électoral*, 5 mai 2011, p.3.

<sup>19</sup> Décret n° 2015/121 du 23 mars 2015 fixant les modalités de suivi des projets de développement local dans les provinces.

<sup>20</sup> UN-MONUSCO, Rapport sur l'état de siège au Nord-Kivu, 2024.

<sup>21</sup> Synthèse des entretiens avec des observateurs locaux tenu dans les communes du Sud et villages du Territoire de Lubero (Kanyabayonga, Kirumba, Kayna, Luofu, Mbuavinywa, Miriki ...) du 10 au 30 octobre 2025.

#### IV. Mécanismes d'imposture des Candidats Députés

Dans le Nord-Kivu, l'invention politique n'est pas un simple accident de langage ; c'est un système ancré qui convertit la parole en instrument de domination. Trois grands mécanismes sont à l'œuvre.

##### 1. *Rhétorique du progrès versus misère ostentatoire*

Dans le Lubero, la rhétorique du progrès est systématiquement brandie pendant les campagnes et les séances parlementaires. Les candidats annoncent des routes, écoles, forages d'eau, centres de santé, électricité, puis, une fois élus, invoquent des contraintes budgétaires, des priorités nationales ou la sécurité du territoire pour expliquer l'absence de mise en œuvre.

Pendant les campagnes les candidats de la majorité promettent de « *continuité de politiques actuelles, soulève le bilan positif des actions menées par le gouvernement sortant, engagement à poursuivre les réformes entreprises* ». Tandis que ceux de l'opposition « *critique des politiques actuelles et des échecs du gouvernement ; invoque des promesses de changement et de renouveau, engagement à lutter contre les inégalités, font appel à la mobilisation et à la participation citoyenne* ». Ce décalage entre le discours public et l'action concrète engendre un vide que les électeurs comblent par la méfiance, sans toutefois remettre en cause immédiatement la position de l'élu tant que le prochain scrutin n'est pas arrivé.

##### 2. *Tripatouillage des chiffres en amont et en aval*

Les tripatouillages des chiffres et des rapports de mission sont autres piliers du mensonge. Les dirigeants publient des comptes rendus d'activités où les réalisations sont exagérées (gonflées), les obstacles minimisés et les dépenses présentées comme efficace. En commissions parlementaires, ils s'appuient sur des données partielles ou des indicateurs déconnectés du terrain pour prétendre que les promesses ont été tenues<sup>22</sup>. Cette opacité est accentuée par la faiblesse du contrôle de citoyen : les observatoires de

---

<sup>22</sup> Human Rights Watch, "Empty Promises : The Gap Between Rhetoric... " op.cit., p.45.

la société civile n'ont pas toujours accès aux documents budgétaires détaillés, et les médias locaux, souvent sous pression, relaient le discours officiel sans le vérifier.<sup>23</sup>

### 3. *Clientélisme tribalo ethnique versus valeurs citoyennes*

Le clientélisme alimente la tromperie, pour dire que les députés troquent des promesses de projets contre des votes ou des soutiens financiers lors des campagnes. Le « cadeau » n'est jamais gratuit pour l'homme politique ; il est subordonné à la loyauté politique. Même quand un projet voit partiellement le jour, il est présenté comme une faveur personnelle du député plutôt que comme un droit citoyen. Cette logique de troc donne l'impression d'une démocratie de façade, où la « *parole de l'élu pèse plus que la réalité sur le terrain* »<sup>24</sup>.

Ces trois ressorts – discours hors-sol, données trafiquées et clientélisme – se combinent en un cercle vicieux. Le député sécurise son mandat grâce à son réseau des « amis de tel ou tel autre ou de la fondation de telle ou telle autre ». Cas de la Fondation Katsongo Maombi Sosthène (FOMAX) de l'honorable Sosthène Maombi, Fondation Kanefu de l'honorable Kanefu. Alors que les peuples restent piégés par des promesses non concrétisées. Cette perte progressive de confiance pousse les citoyens à se tourner vers des acteurs non étatiques (milices, chefs coutumiers) pour répondre aux besoins. C'est ce jeu de dupes qui pérennise la contrevérité des élus au Nord-Kivu<sup>25</sup>

Ces faux-fuyants sapent la confiance entre élus-électeurs. Selon l'Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, à peine 18% seulement des habitants de Goma pensent que leurs députés honorent leurs promesses<sup>26</sup>. Cette défiance pousse le peuple à se tourner vers des acteurs non étatiques ; milices locales et chefs coutumiers sont de plus en plus sollicités pour la sécurité et l'approvisionnement en eau, comme affirme le rapport de l'ONU en RDC<sup>27</sup>. Le vide laissé par les élus bloque les réformes décentralisées prévues par le Décret n° 2015/121 du 23 mars 2015, qui devaient renforcer les assemblées

---

<sup>23</sup> Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, *Transparence budgétaire et contrôle citoyen : état des lieux*, 2024, p.7.

<sup>24</sup> M. Kabasele, Clientélisme et élections en RDC : le cas du Nord-Kivu, in *Journal of African Political Studies*, vol. 38, n° 2, 2021, pp.154-162.

<sup>25</sup> UN-MONUSCO, Rapport sur la gouvernance locale de 2023 déjà cité, p.9.

<sup>26</sup> Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, *op.cit.*, p.7.

<sup>27</sup> UN-MONUSCO, Rapport sur la gouvernance locale..., *op.cit.*, 12-13.

provinciales : les projets de budget participatif n'ont jamais dépassé le stade de délibération, faute de suivi parlementaire<sup>28</sup>. À Lubero, l'imposture institutionnalisée des élus a non seulement sapé la légitimité étatique, mais aussi consolidé des structures parallèles qui minent la gestion locale.

## **V. Lubero entre "falacieuxisme" politique et "falsificationnisme" électoral**

### **1. "Falacieuxisme" politique**

Pour se faire élire dans le Lubero, la plupart des candidats députés usent du falacieuxisme politique, considéré comme des arguments trompeurs ou de faux-fuyant en vue de manipuler l'opinion publique et atteindre des finalités politiques ; tandis que d'autres, par contre, font recours au falsificationnisme qui est une manipulation du processus électoral pour influencer le résultat d'un scrutin. La figure 1 montre les différentes stratégies utilisées par les candidats pour se faire élire dans ce territoire.

---

<sup>28</sup> CENI, *op.cit.*, p.4-5.

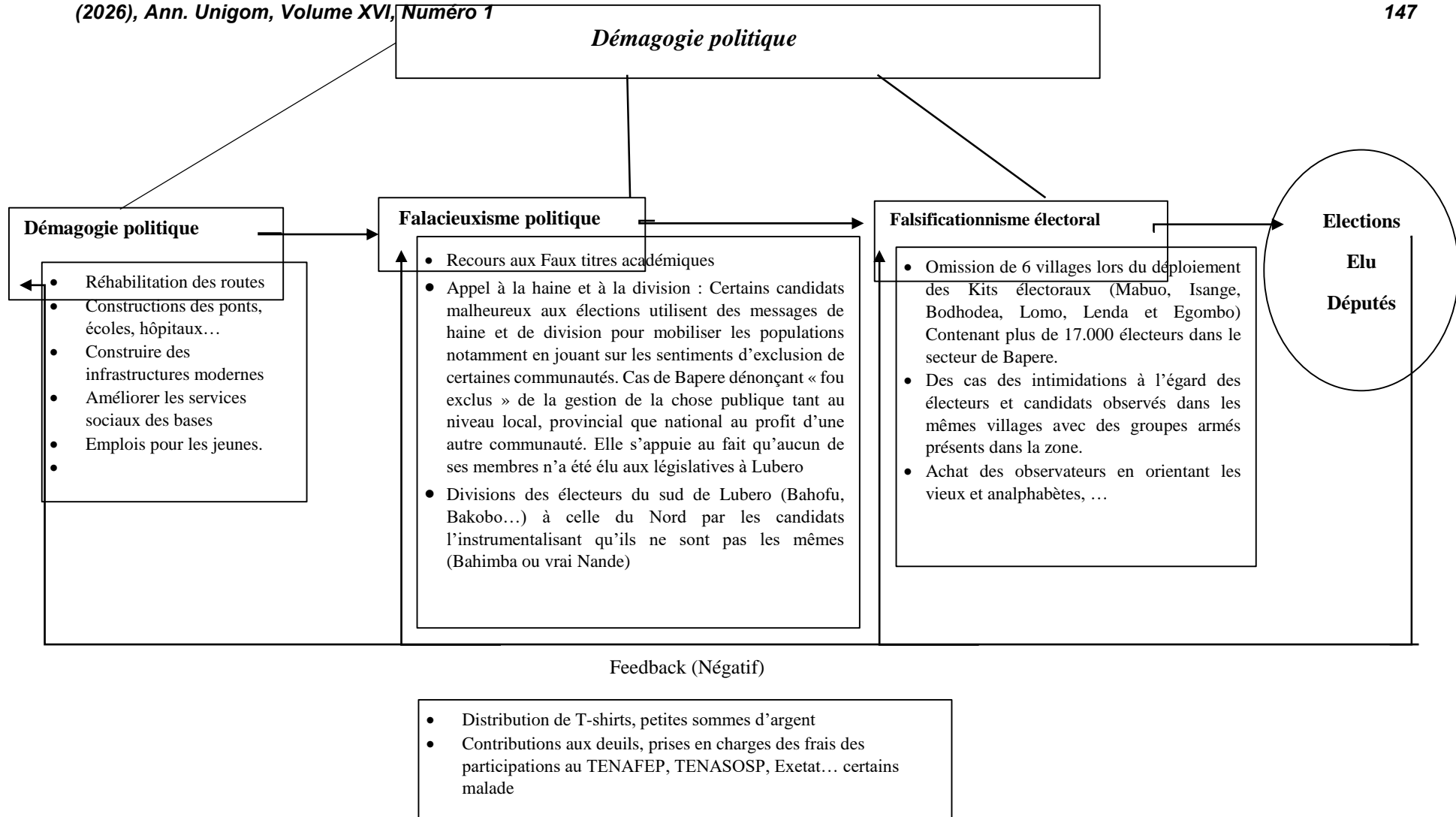


Figure 1. Démagogie, falacieuxisme et falsificationnisme politique pour se faire élire à Lubero

Au scrutin de 2006, l'ancienne députée nationale et ancienne Directrice générale de la CADECO (Mbambu Mughole) avait promu la réhabilitation de la route de desserte agricole d'une cinquantaine de km, Kayna-Miriki via Luofu, une promesse qui jusqu'à présent n'a jamais été réalisée. De même l'actuel ministre de l'agriculture et ancien ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire avait promu aux populations riveraines du Parc National de Virunga (PNVi) de cultiver les champs communément appelé « domaine », une promesse qui reste jusqu'à présent irréalisable.

Deux mille onze n'a pas fait exception. Jean-Claude M avait annoncé un programme de création d'emplois de jeunes via des projets de travaux publics (routes, écoles) et la construction d'un centre de santé de référence à Lubero centre. Kahindo Mukala quant à elle, la mise en place d'un centre de formation agricole pour soutenir les petits exploitants.

De même la législature de 2018, des promesses fallacieuses ont été nombreuses pour amasser les voix des électeurs de Lubero, les uns ont promis la création d'électrification rurale. Cas d'un candidat qui a déclaré : « *courant ya ku Luholu tuta malizisha kuijenga na itafika hapa mjini kanyabayonga kwa muda kidogo, na tuta fanya moyon yote tujenge maramoja na kilalo cha kaghandu* »<sup>30</sup> et la mise à disposition de micro-crédits pour les femmes entrepreneures.

Aux élections de 2023, l'actuelle ministre du commerce et ancien gouverneur du Nord-Kivu avait rassuré aux populations de tout Lubero qu'une fois élus et le candidat président de l'USN, Felix Tshisekedi la paix va revenir dans la région. Dans un entretien nous accordé par un cadre de son parti politique, il nous a rassuré que la population était déçue du genre de comportement qu'affiche les élus de Lubero qui viennent seulement pour recueillir les voix et abandonnés la population à leur triste sort. Obedi Muhindo Simisi avait promis de plaider pour la sécurité, l'accès aux services sociaux de base et la bonne gouvernance, surveillance de l'État de siège, création d'emplois et la prise en charge de « rasta » qui entretiennent des raccourcis dans plusieurs artères de Lubero (Kinyondo – Nyamiyindo, Kirumba – Kaseghe, Kirumba – Kikuvo, Kataro – Bwambali,

---

<sup>30</sup> Propos d'un candidat député à la population de Kanyabayonga pendant la campagne électorale de 2018.

Luofu – Luhanga, Kanyabayonga – Bunama, Matembe – Butsorobya, Timbo-timbo – Lubango-Itili ...)

Selon le témoignage d'un ancien député, élu dans la circonscription électorale de Goma, lorsque les députés arrivent à Kinshasa, ils sont influencés et avalés par le système. Ce qui le pousse à être improductif vis-à-vis des travaillent appeler à produire.

## 2. Vers un réseau d'élites oligarchiques

Dans le Lubero, les paroles des députés ne sont qu'une façade : chaque projet de développement masque en réalité un réseau d'élites qui contrôlent le pouvoir et les ressources<sup>31</sup>. Ce réseau oligarchique se construit sous forme d'un carré représenté dans le schéma 2 de la manière suivante.

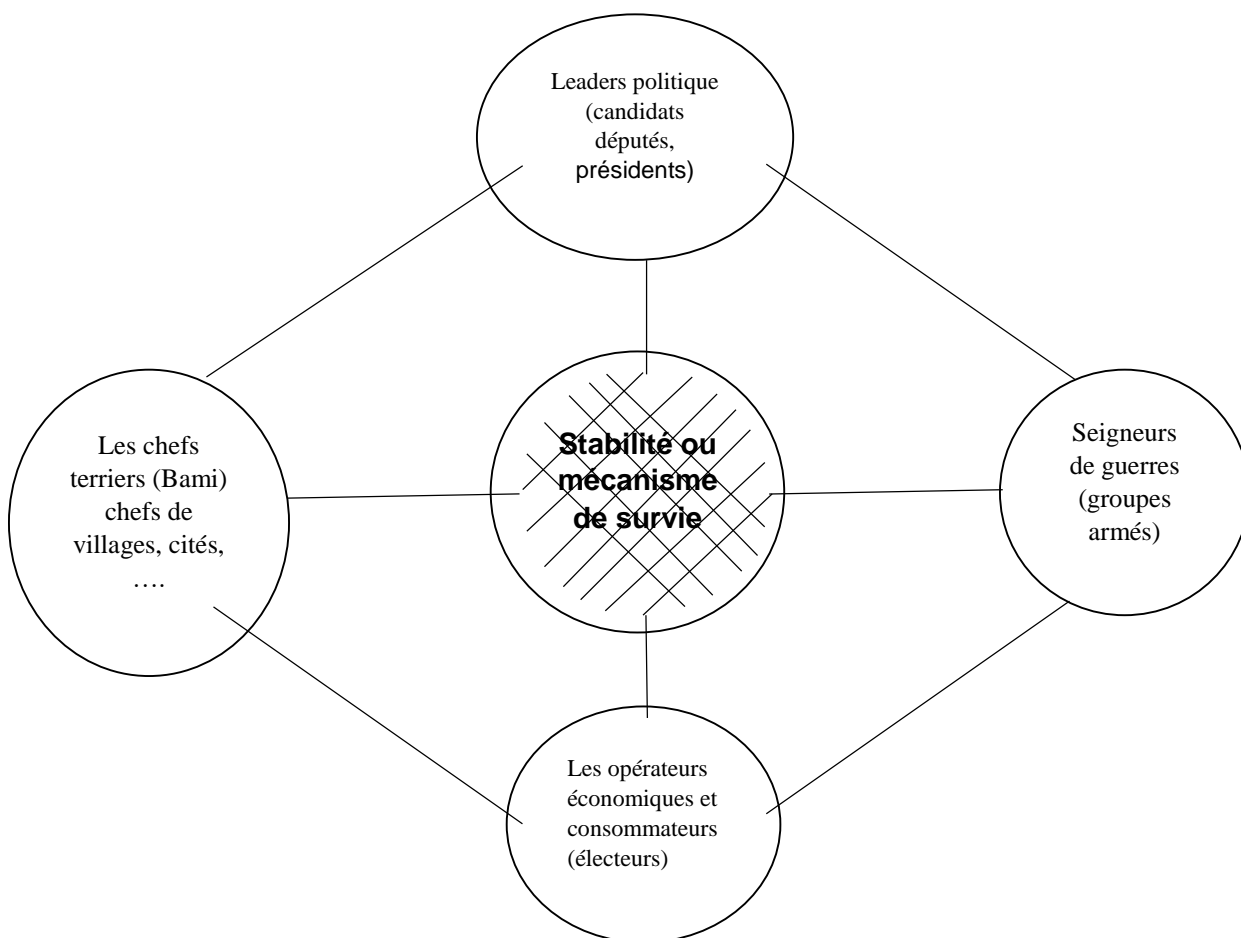


Figure 2. Réseau d'élites oligarques dans le Lubero

<sup>31</sup> Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, *op.cit.*, p.7.

L'élite politique de Lubero a constitué un petit clic qualifié « d'oligarchie » regroupant les leaders politiques (candidats députés et présidents), seigneurs de guerres (groupes armés, NDC/R de Guidon Shimiray, FPP/AP de Kabido, Maï-Maï Yira, en référence au Kyaghandu Yira ou à l'Association Culturelle Nande, FDLR...), des certains opérateurs économiques travaillant dans les milieux ruraux et consommateurs, les chefs coutumiers (Bami), les chefs des villages et des cités. Pour maintenir la « *stabilité et la survie* », tous ces acteurs doivent collaborer. Dans leurs rapports et interactions, ils communiquent et parfois créent de groupe WhatsApp. C'est dans ce réseau ou l'on trouve des Kidnappeurs. Ex, pendant le Kidnapping des éleveurs ou du berger dans les fermes du Sud-ouest de Lubero, les patrons font toujours appel aux chefs miliciens pour retrouver les leurs. À en croire Domenico Cristofaro et al. précise, « qu'entre le début des années 1990 et 2004, la vie économique et politique de Lubero a été marquée par la mobilisation armée et que la plupart des groupes Maï-Maï et FDLR basées à Lubero se sont concentrés sur le contrôle économique<sup>32</sup>».

En effet, dans la gestion et surveillance des richesses minières, les dirigeants-miliciens imposent des prélèvements aux exploitants de coltan dans leurs zones d'influence. Dans une alliance avec les acteurs économiques, les commerçants du coin décrochent des licences de transport ou des concessions minières en échange de financement de campagnes et dons aux électeurs. Par conséquent, les milices soutenues par les élus, imposent leurs propres taxes et services, renforçant l'oligarchie locale en vue de combler le vide. La population reste misérable. En légitimant le chef coutumier, généralement liés aux députés, autorisent l'accès aux terres, sites miniers, renforçant ainsi, le cercle de pouvoir. Le peuple voit les projets se transformer en simples images ; la méfiance envers les élus devient la norme.

À Lubero, la tromperie des élus n'est pas simplement un dérapage; il incarne une oligarchie où politique, milice et affaires s'entrelacent<sup>33</sup>. Cette oligarchie s'explique par le fait que ces acteurs se distribuent l'ensemble des ressources minières entre eux. Illustration des minerais exploités à Mangurujipa qui échappent au contrôle du

---

<sup>32</sup> Rapport du Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine rédigé par Domenico Cristofaro, et al. *Politique violente et commerce silencieux. Lubero, carrefour de la contrebande, la coutume et la rébellion au Nord-Kivu*, Série insecure livelihoods/ Avril 2022, p.27.

<sup>33</sup> Synthèse des entretiens avec des observateurs locaux, Lubero, 2025.

gouvernement congolais. Cristofaro D., souligne que le « commerce de l'or est difficilement traçable, précisément dans les sites miniers sans surveillance de l'État, facilitant cette pratique. Mais aussi il est difficile de contrôler le commerce des minerais, les négociants étant intelligents et ne disent jamais la réalité. En principe, le service de mine devrait estimer la production et produire des statistiques, mais celle-ci sont souvent biaisées<sup>34</sup>». Certes, pour que la démocratie ne reste pas une mascarade, il faut que chaque promesse devienne une obligation contrôlable et que les alliances qui transforment le pouvoir en butin soient brisées.

Dans le Lubero, il y'a un gros décalage entre ce que dit la CENI et ce qui se passe sur le terrain<sup>35</sup>. Les enquêtes de la MONUSCO<sup>36</sup> montrent que des groupes armés (milices) ont manipulé les élections, ce qui veut dire que même s'il y a des votes, c'est pas vraiment démocratique parce que les mêmes réseaux de pouvoir (oligarques)<sup>37</sup> contrôlent tout. C'est comme si les élections servaient juste à légitimer leur pouvoir.

Les chefs de milices utilisent l'insécurité pour s'enrichir, en taxant les commerçants et les gens qui exploitent le coltan (un minerai précieux). Ça leur permet de financer leurs activités politiques et de garder le pouvoir<sup>38</sup>. C'est un système où la violence et l'exploitation paient. Cette dynamique crée un cercle vicieux : l'insécurité sert de prétexte pour renforcer l'armée, mais en fait, c'est souvent les mêmes élites qui contrôlent l'armée et qui profitent de l'insécurité pour garder le pouvoir et s'enrichir<sup>39</sup>. C'est comme si l'insécurité était un business pour eux.

Par ailleurs, les institutions locales prévues pour gérer les affaires de la communauté (décentralisées) fonctionnent mal. Par exemple, à Lubero, seulement 12% des projets budgétaires participatifs ont été réalisés parce que personne ne vérifie ce qui se passe avec l'argent et les députés ne font pas leur boulot de contrôle<sup>40</sup>. Cette faiblesse institutionnelle ouvre la porte à des acteurs non étatiques (milices) qui comblent le vide

---

<sup>34</sup> Rapport du Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine rédigé par Cristofaro, *op.cit.*, p.39.

<sup>35</sup> CENI, Rapport d'analyse des promesses ..., *op.cit.*, p.8.

<sup>36</sup> UN-MONUSCO, Rapport sur la gouvernance, *op.cit.*, p.15

<sup>37</sup> Point de vue du Secrétaire exécutif provincial adjoint de la CENI du Nord-Kivu à Goma, lors d'entrevue effectué à Goma le 29 septembre 2022 de 10h<sup>15</sup> à 11h<sup>30</sup>.

<sup>38</sup> Human Rights Watch, *op.cit.*, p.22.

<sup>39</sup> M. Kabasele, article cité,

<sup>40</sup> Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, *op.cit.*, p.10.

en offrant « services de sécurité » et « aide humanitaire », renforçant ainsi leur légitimité auprès de la population<sup>41</sup>.

Cette discussion met en lumière trois points clés : a) discordance entre légitimité formelle et pouvoir réel, c'est-à-dire c'est que même si quelqu'un est élu (légitimité formelle), ça ne veut pas dire qu'il contrôle le terrain (pouvoir réel). Le vrai pouvoir est souvent ailleurs, dans les mains de ceux qui ont l'argent, les armes. Les élections ne changent pas grand-chose à ça. b) la décentralisation (supposée donner plus de pouvoir aux communautés locales) marche mal parce que personne ne suit l'argent. Les communautés dépendent encore plus des groupes non étatiques (milices, ONG privées...) qui prennent les choses en main, faute d'un État qui fonctionne mal. Sans réformes structurelles ciblant à la fois le financement des campagnes et contrôle civil des forces de sécurité, le modèle démocratique restera superficiel à Lubero.

## **Conclusion**

Cette réflexion a porté sur la « Démagogie politique dans le territoire de Lubero : entre falacieuxisme politique et falsificationnisme électoral ». La démagogie laisse poser beaucoup des questions aux gouvernés après la victoire des candidats députés élus qui se volatilise dans la nature. Au regard de ce qui précède, pourquoi les élections n'ont-elles pas d'impact positif sur la vie quotidienne des congolais ? Quelles sont les causes de l'écart entre les promesses électorales et la gouvernance réelle en RDC ? Comment les habitants de Lubero voient-ils la gestion politique du Nord-Kivu ? Les scrutins n'ont pas amélioré la vie quotidienne des Congolais parce que les dirigeants élus ne tiennent pas leurs promesses et ne répondent pas aux besoins de la population. L'écart entre les promesses électorales et la gouvernance au Nord-Kivu est dû à la tromperie et la prédation. Les habitants de Lubero estiment que les élections ne changent rien au développement de la province.

L'objectif global est celui de vouloir examiner l'impact des élections sur la gouvernance de l'État congolais au Nord-Kivu. Spécifiquement, expliquer pourquoi les engagements pris pendant les campagnes électorales ne se concrétisent pas dans la réalité politique du Nord-Kivu et explorer les perceptions des habitants de Lubero sur la gestion

---

<sup>41</sup> UN-MONUSCO, Rapport sur la gouvernance..., op.cit., p.18.

de la province. L'étude a fait appel à la méthode systémique de David Easton accompagné des techniques d'observation désengagée, de la technique documentaire ont permis de récolter les informations et d'analyse de contenu de discours pour le traitement des données.

Après analyse et interprétation des résultats, la présente réflexion a abouti aux résultats selon lesquels : les députés de Lubero promettent monts et merveilles pendant les campagnes, mais une fois élus, y'a plus rien. Des promesses alléchantes, mais au final, c'est vide et décevant. Ils parlent beaucoup de développement (routes, écoles, ponts, électricités...), sécurités, mais une fois au pouvoir, ils oublient leurs promesses et rien ne se concrétise. Ils utilisaient ces belles paroles comme un écran de fumée pour cacher leur manque d'action. Les gens sont fatigués, dégoutés de ces tromperies qui s'accumulent élection après élection tout en apportant rien au développement de Lubero de la part de leur gouvernance.

Les conclusions tirées dans la présente étude, n'ont aucune prétention d'être exhaustives. Plusieurs zones d'ombre demeurent encore. Nous lançons un vibrant appel aux chercheurs désirant soulevé la problématique de la démagogie politique et de ses acteurs d'élargir, de compléter et d'enrichir cette réflexion par des analyses ultérieures en abordant par exemple l'aspect sur le contrôle parlementaire.

### **Références bibliographiques**

Bongeli Emile et al., *Sociologie politique. Perspectives africaines*, Harmattan, Paris, 2020.

CENI, *Rapport de suivi des élections 2018 – Nord-Kivu*, 2019.

Cristofaro, D et al. *Politique violente et commerce silencieux. Lubero, carrefour de la contrebande, la coutume et la rébellion au Nord-Kivu*, Série insecure livelihoods/ Avril 2022.

Don Miguel Ruiz, *Les quatre accords Tolteques*, la voie de la liberté, Traduit de l'américain par Olivier Clerc, Grashadams Productions, Juillet 2004.

Human Rights Watch, *"Empty Promises : The Gap Between Rhetoric and Reality in Congolese Parliamentary Oversight"*, 2023.

International Crisis Group, *"Congo's North-Kivu : The Politics of Insecurity"*, Briefing n° 278, 2020.

Kabasele, M., Clientélisme et élections en RDC : le cas du Nord-Kivu, in *Journal of African Political Studies*, vol. 38, n° 2, 2021, pp.154-162.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Garnier-Flammarion, 1979, livre IV/V.

Muhindo Kulu, *Violences électorales et contestations des résultats en RDC. Cas des élections législatives à Goma*, Mémoire de DEA en SPA, FSSAP, UPN, Kinshasa, 2024.

Nzongola-Ntalaja, DRC's Potentiel : Lighting the Continent from Cape to Cairo, dans *Pambazuka*, 21 juillet 2006, <http://pambazuka.org/en/category/deatures/35486>.

Observatoire de la Société Civile du Nord-Kivu, *Transparence budgétaire et contrôle citoyen : état des lieux*, 2024.

Onaotsho Kawende, « Dérives et défis politiques congolais. Regard rétrospectif pour la renaissance de la RDC », in *Perspectives politiques : développement et renaissance de la RDC*, (dir.) Santedi Kinkupa, Ngoy Boliya et Kodjo Ndukuma, Harmattan, Paris, 2022.

Pierre de Quirini, *Expliquez-moi la démocratie, vivre aujourd'hui*, Epiphanie, Kinshasa.

Radio Okapi, « Elections 2006 : les promesses de paix et de reconstruction », 2006, Disponible sur <https://www.radiookapi.net>.

Radio Okapi, « Lubero : les promesses d'eau et d'électricité restent lettre morte », 2020.

Rapport Afrique de Crisis Group N° 175, *Congo : Le dilemme électoral*, 5 mai 2011.

*Rapport d'analyse de la CENI des promesses électorales 2006-2021*, Province du Nord-Kivu, 2022.

Rapport de la MONUSCO sur la gouvernance locale et les dynamiques de pouvoir dans le territoire de Lubero, 2023.